



Déclaration liminaire de la FSU CHSCTA extraordinaire Mercredi 13 janvier 2021



Tout d'abord, la FSU souhaite ses meilleurs vœux à l'ensemble des personnels de l'éducation nationale de l'académie, qu'il·elle soit enseignant·e ou non-enseignant·e. Les personnels non-enseignants sont souvent les oublié·es et particulièrement en cette période de vœux, alors que sans eux, notre service public ne pourrait pas fonctionner !

Pas touche à la gestion des EPLE !

Rien ne saurait justifier une « décentralisation » des adjoint·es-gestionnaires ou de leurs fonctions, voire de leurs équipes, dont les missions – éducatives – sont d'organiser et de rendre possible l'acte d'enseignement au sein de l'établissement scolaire public. Pour la FSU, dans chaque EPLE, l'adjoint·e-gestionnaire doit rester personnel de l'Éducation nationale, sous l'autorité de l'Éducation nationale, fonctionnelle et hiérarchique.

Le silence assourdissant sur cette question du ministre de l'Éducation nationale doit cesser. La FSU attend qu'il prenne rapidement position contre ce projet, pour défendre tout simplement le bon fonctionnement de nos EPLE, les missions et les conditions de travail ordinaires des personnels de tous les métiers qui les font vivre : personnels administratifs et techniques, de santé, de direction et enseignants. Depuis 2018, 0 création de postes de personnels administratifs, techniques, sociaux et de santé !

Cette année 2021 commence avec un manque évident de perspectives...

Débrouillez-vous !

Telle est la réalité du Ministre dans la période :

- Des conditions de sécurité sanitaires non garanties,
- Une improvisation permanente (incohérences, ordres et contre-ordres),
- Moyens, programmes, examens : rien pour tenir compte des effets de la pandémie

La communication ministérielle se fait encore par voie de presse ! Les personnels, épuisé·es en fin 2020, reprennent fatigué·es et ce ne sont pas ces annonces qui arrivent à les surmotiver.

Comment imaginer se faire vacciner avant fin mars, alors que la campagne du « tester-isoler-accompagner-protéger » n'est qu'à ses débuts ?

Quel est ce protocole « accentué » dont parle le ministre ? Pourra-t-on avoir connaissance dès maintenant, à l'annonce de nouveaux variants plus virulents de la COVID, et à la veille d'annonce d'un couvre-feu, d'un nouveau confinement, voire de la fermeture des écoles et établissements ?

La FSU souhaite savoir précisément quelles sont les procédures de remontée des cas COVID. Au regard des chiffres erronés diffusés chaque semaine, la FSU s'interroge sur ces procédures et leur respect, alors que les experts disent tous plus ou moins fort le rôle de l'école dans la propagation du virus. Des élèves et des enseignant·es se confinent sans

autres formes de signalement, quid du dépistage des cas contacts des mesures de confinement préventif.

La FSU demande le programme de la campagne de tests de la période actuelle avec les dates et lieux.

La FSU demande aussi un bilan complet de la campagne de test de décembre 2020. Le protocole annoncé qui repose sur le volontariat en dehors des heures de service nous interroge ? Et réduit de beaucoup la portée d'un tel déploiement de moyen.

La FSU demande aussi un bilan complet de la campagne de test de décembre 2020.

La FSU demande que tout soit mis en œuvre pour que les écoles et établissements restent ouverts. Elle revendique que les personnels amenés à ne pas pouvoir respecter les gestes barrières (masque porté face à un public démasqué ou distanciation sociale impossible), soient prioritaires dans l'accès au vaccin : enseignant-es de maternelle, professeur-es d'EPS, AED et personnels d'intendance dans les réfectoires et évidemment les personnels de santé. Quelles sont les modalités de mise en place la campagne de vaccination dans l'académie ?

La FSU redemande la suspension du jour de carence pour raison de COVID et que cette mesure soit rétroactive. Quand est-il de l'auto-déclaration COVID ?

Concernant la mise en place de la réforme et les premières épreuves du baccalauréat 2021, la FSU rappelle que le 15^{ème} jour avant la première épreuve se trouve pendant les congés d'hivers.

La FSU s'étonne qu'aucun nouveau masque et nouvelle annonce de livraison ne soient parvenus aux personnels. Le rectorat avait commandé des dispositifs complémentaires de protection : blouses, visières, vitre de protection anti-postillons, masques transparents..., où en sont les stocks ? La FSU réclame également des masques chirurgicaux pour les personnels qui en feraient la demande car les masques en tissu de taille unique ne conviennent pas à toutes les morphologies de visage.

C'est enfin en pleine crise sanitaire que le gouvernement présente son projet de transfert de la médecine scolaire aux départements. Considérez-vous que cela soit le bon moment pour ce type d'annonces ?

La FSU appelle l'ensemble des personnels à se mobiliser et à se mettre en grève le mardi 26 janvier, puis le 4 février. Après la grève d'avertissement de novembre, il est urgent de se mobiliser pour un changement de cap de la politique éducative et une revalorisation des traitements des personnels de l'éducation nationale qui ne soit pas limitée aux personnels de direction ou à quelques aumônes pour pallier au manque d'attractivité de la carrière d'enseignant-e.